

Deuxième webinaire du Réseau protection sociale, liberté et justice pour les travailleurs

Genève, 23 octobre 2018

Participants

Liste de participants			
ORGANISATION	PRÉNOM	NOM	TITRE
ITUC/CSI	Evelyn	Astor	Spécialiste salaires et protection sociale
ALREI / ITUC-Africa	Hilma	Mote	Directeur
COTU (Kenya)	Damaris	Muhika	Program Officer
CLC (Cambodia)	Ath	Thorn	Président
CGT-RA (Argentina)	Guillermo	Zuccotti	Spécialiste protection sociale
FES	Sarah	Ganter	Coordinatrice, Protection sociale
FES-Egypt	Shahir	Ishak	Chef de programme
WSM	Bart	Verstraeten	Secrétaire politique
ZCTU (Zimbabwe)	Nathan	Banda	Responsable de Sécurité et Santé
Social Security Association of India	Pravin	Sinha	Secrétaire générale
WSM	Bruno	Deceukelier	Asia Coordinator
FES-Tunisia	Imene	Cherif	Coordinateur de programme
Union of Kenya Civil Servants (UKCS)	Melder	Ogutu	WOC Titular English Speaking Africa (ESA) East and West
Namibia Football Players Union (NAFPU)	Olsen	Kahiriri	Secrétaire générale
Teachers Union of Namibia	Fiina	Petrus	Educateur
Confederation of Trade Unions Myanmar	Phyo Sandar	Soe	Secrétaire générale
BIT	Isabel	Ortiz	Directeur de Département (SOCPRO)
BIT	Rafael	Peels	Spécialiste (ACTRAV)
BIT	Karuna	Pal	Cheffe, Unité PPKS (SOCPRO)
BIT	Christina	Behrendt	Cheffe, Unité de Politique Sociale (SOCPRO)
BIT	Kroum	Markov	Spécialiste de Politique
BIT	Victoria	Giroud-Castiella	Responsable de Protection Sociale (SOCPRO)
BIT	Clara	van Panhuys	Responsable de Protection Sociale (SOCPRO)
BIT	Luis	Cotinguiba	Responsable de Protection Sociale (SOCPRO)
BIT	Cassandre	Guibord Cyr	Consultante

Objectifs

- Définir des stratégies pour faire avancer la protection sociale en période d'austérité;
- Examiner les progrès accomplis dans la réalisation de la protection sociale universelle et la promotion de la [Convention \(n° 102\) concernant la sécurité sociale \(norme minimum\)](#), 1952 et de la [Recommandation \(n° 202\) sur les socles de protection sociale, 2012](#), en mettant un accent particulier sur les questions de genre et l'extension de la protection sociale aux travailleurs de l'économie informelle;
- Faire le point sur les activités récentes de la Confédération Syndicale Internationale (CSI), des syndicats et de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) dans le domaine de la protection sociale;
- Partager des informations sur le développement du réseau des travailleurs et discuter de comment ce réseau peut mieux répondre aux besoins des organisations de travailleurs.

Observations liminaires

Evelyn Astor

- Ce webinaire est l'occasion de:
 - Présenter le travail important accompli par les syndicats dans le domaine de la protection sociale, y compris plusieurs campagnes et négociations fructueuses;
 - Identifier et discuter des principaux défis politiques liés à la protection sociale dans les pays, en mettant un accent particulier sur le fossé entre les genres en matière de protection sociale, ainsi que sur la protection sociale et l'économie informelle;
 - Réfléchir aux développements dans le domaine de la protection sociale au niveau international, y compris l'Etude d'ensemble de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'OIT concernant la mise en œuvre de la Recommandation N° 202 ainsi que les principales activités de plaidoyer (par exemple le processus du G20, le L20, la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, etc.).

Rafael Peels

- Dans le cadre du programme-phare mondial du BIT sur la mise en place de socles de protection sociale (SPS) pour tous, le Réseau des travailleurs est un véhicule de faire progresser le programme de développement durable.
- Principales préoccupations des syndicats: l'inclusion, l'informalité, l'égalité entre les genres, le financement, les activités syndicales récentes et la protection sociale dans le cadre plus large du développement durable.

L'extension de la protection sociale: questions thématiques

La transition de l'économie informelle vers l'économie formelle et le travail du BIT

Christina Behrendt

- L'extension de la protection sociale aux travailleurs de l'économie informelle est l'une des principales priorités de l'OIT. Cela concrétise le droit à la sécurité sociale et soutient la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.
- Base normative solide sur ce sujet: deux recommandations, la Recommandation N° 202 et la [Recommandation \(n° 204\) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015](#). Ces deux recommandations mettent en avant une double stratégie: d'une part, elles soutiennent la mise en place d'un socle de protection sociale fort, garantissant une couverture universelle; d'autre part, elles appellent à la mise en place de niveaux de protection plus élevés (l'assurance sociale).
- Le BIT soutient ces normes de manière très pratique au niveau des pays (Indonésie, Zambie, Cambodge, etc.) et au niveau mondial (une plate-forme Web, un guide en ligne, des notes de synthèse et un programme de formation).

- Trois points essentiels concernant les travaux du BIT dans le domaine de la protection sociale et de l'économie informelle:
 1. La diversité est énorme. Nous devons reconnaître les défis spécifiques à des groupes spécifiques de travailleurs, ainsi que les solutions permettant de répondre à des besoins et obstacles spécifiques (obstacles administratifs, financiers et géographiques, manque de confiance, etc.).
 2. Le BIT privilégie les solutions de financement basées sur le collectif, encourageant des systèmes publics de protection sociale financés par une combinaison de cotisations et de taxes.
 3. Nous ne devrions pas seulement regarder les formes traditionnelles d'informalité, mais aussi les nouvelles formes, y compris l'informalisation de l'emploi formel, le travail sur les plateformes numériques et l'économie des plateformes numériques (*gig economy*).
- Le moment est venu de réfléchir aux manières d'améliorer la protection sociale pour inclure les travailleurs de l'économie informelle. Il y a des engagements forts au niveau du G20 et d'un certain nombre de gouvernements nationaux. Mais la question clé est de traduire ces engagements en actions concrètes et les organisations de travailleurs peuvent faire beaucoup pour que des mesures concrètes soient prises.

Hilma Mote

- Citation d'un membre d'une organisation de travailleurs en Namibie: "Nous ne voulons pas de choses gratuites, nous voulons plutôt être inclus dans les systèmes et les politiques de protection sociale. Nous sommes disposés et prêts à contribuer."
- La citation ci-dessus remet en question la notion selon laquelle la plupart des travailleurs informels sont pauvres et ne souhaitent pas contribuer aux systèmes, ne peuvent ni ne veulent se protéger contre les chocs économiques, et ne comprennent pas l'importance de la protection sociale.
- La majeure partie du contenu de ma présentation provient d'une publication de la Banque Mondiale dont je suis co-auteur. Cette étude fournit des moyens pratiques d'étendre l'assurance sociale aux travailleurs informels.
- Messages clé:
 - Les travailleurs informels sont disposés et capables de contribuer.
 - Des dispositions politiques et institutionnelles devraient être prises pour rencontrer les travailleurs informels à mi-chemin dans les politiques gouvernementales.
 - La protection sociale universelle peut sembler idéaliste à certains, mais il s'agit en réalité d'un objectif faisable et réalisable.
 - Nous devons dissocier l'idée que l'accès à l'assurance sociale ne peut être obtenu que par le biais de contrats de travail. Cela ne devrait pas être une exigence exclusive pour que les personnes soient couvertes par l'assurance sociale.
- Principaux défis:
 - Identifier les participants éligibles, les inscrire et les maintenir dans le système.
 - Trouver le juste équilibre en termes d'avantages pour inciter les travailleurs informels à contribuer et à épargner.
 - Simplifier les mécanismes de collecte de cotisations.
 - Mobiliser des ressources pour maintenir le système.
 - Accorder des subventions à ceux qui ne peuvent pas payer la totalité des frais de cotisation.
- Ces défis ne sont rien comparés aux opportunités et à l'impact positif de l'inclusion. Il est en fait plus coûteux pour tout le monde (gouvernements, employeurs et travailleurs) de maintenir les travailleurs informels exclus.
- Leçon tirées et bonnes pratiques:
 - Campagnes de communication et de sensibilisation;
 - L'introduction de systèmes numériques d'identification a facilité l'enregistrement des travailleurs informels dans de nombreux pays (Inde, Bangladesh, Kenya et Guinée), en aidant à réduire les fuites, les demandes en double et la corruption. Cela a également amélioré la

coordination entre les institutions de protection sociale. La numérisation facilite une expansion rapide de l'inclusion des travailleurs informels dans les systèmes formels.

Discussion

Bart Verstraeten

- Il existe des initiatives pertinentes de syndicats aidant les travailleurs de l'économie informelle à accéder à la protection sociale, tels que l'exemple [d'AMUSSOL en République Dominicaine](#).

Isabel Ortiz

- Le BIT a publié une [série d'études de cas](#) qui documente aussi des expériences en matière d'extension de la protection sociale aux travailleurs de l'économie informelle. Nous invitons tous les syndicats qui ont de bonnes expériences dans l'organisation du secteur informel et de bonnes façons de syndiquer les travailleurs à partager leurs expériences avec l'OIT.

Damaris Muhika

- Au Kenya, nos syndicats contribuent à deux actions clés pour assurer l'inclusion des travailleurs de l'économie informelle dans les systèmes de protection sociale.
 1. Nous avons fait pression sur le gouvernement pour qu'il revoie la législation en vigueur sur la protection sociale, en particulier la Caisse nationale de sécurité sociale et la Caisse nationale d'assurance maladie, afin d'inclure les travailleurs informels en tant que bénéficiaires et cotisants.
 2. Nous soutenons la syndicalisation des travailleurs de l'économie informelle afin qu'ils puissent également bénéficier des systèmes de protection sociale. Nous avons réussi à organiser un grand nombre de travailleurs domestiques et de travailleurs des transports dans des coopératives. Ils ont été affiliés à des syndicats et contribuent maintenant aux systèmes de protection sociale.

Rafael Peels

- Question pour Hilma Mote: Quels sont les défis pour inciter les personnes à contribuer à la protection sociale?
- Question pour Christina Behrendt: Pourriez-vous élaborer davantage sur la question des nouvelles formes d'informalité?

Christina Behrendt

- Nouvelles formes d'informalité: comment prévenir l'informalisation des emplois de l'économie formelle?
- L'un des grands défis consiste à faire en sorte que les employeurs assument la responsabilité de ceux qui travaillent dans l'économie informelle et à garantir que ceux qui sont réellement indépendants soient couverts de manière adéquate.
- Exemples:
 - L'Uruguay a mis en place un mécanisme simplifié pour la couverture des travailleurs indépendants, le *Monotributo* (monotaxe).
 - Exploiter les technologies numériques pour faciliter la couverture des travailleurs de l'économie informelle (par exemple, il existe des applications électroniques pour l'enregistrement des chauffeurs).
 - Combler le fossé en matière de protection sociale entre les personnes qui sont dans la relation classique employeur-employé et ceux qui sont des travailleurs indépendants, ce qui est le cas pour la majorité des personnes de l'économie informelle.

Hilma Mote

- Lorsque les travailleurs informels doivent passer du temps pour se rendre aux bureaux d'enregistrement, en particulier lorsque ceux-ci sont éloignés de leur ménage et de leur lieu de travail, cela leur fait perdre un revenu. Au lieu d'attendre des travailleurs informels qu'ils se rendent dans les bureaux d'enregistrement, ces services devraient aller à leur rencontre, comme c'est le cas pour les services mobiles.

Protection sociale et fossé entre les genres

Evelyn Astor

- Les disparités entre les genres en matière de protection sociale constituent un problème essentiel pour les syndicats (pour plus de détails, voir le [rapport de la CSI sur les différences entre hommes et femmes en matière de protection sociale](#)).
- Principales conclusions: les femmes ont une couverture et des niveaux de prestations inférieurs en raison de deux facteurs principaux.

Inégalités de genre sur le marché du travail:

- Les femmes ont tendance à être moins payées, gagnant en moyenne 23% de moins que les hommes, avec de grandes variations entre les pays.
- Comparativement aux hommes, les femmes ont tendance à interrompre leur carrière, ce qui est lié au fait de s'absenter ou de perdre leur emploi après avoir eu des enfants.
- De nombreuses femmes ne sont pas en mesure de participer au marché du travail en raison d'obstacles juridiques ou liés aux soins.
- Concentration importante des femmes dans l'économie informelle, où les travailleurs n'ont souvent pas la possibilité de verser des cotisations de sécurité sociale. Les femmes sont également concentrées dans les emplois précaires qui ne sont pas dans le cadre de couverture de la sécurité sociale ou ne sont pas en mesure de remplir les conditions de cotisation.

La structure des systèmes de protection sociale:

- Les systèmes de protection sociale tendent à être aveugles au genre. Les femmes cisgenres ont tendance à vivre plus longtemps que les hommes, mais les systèmes de protection sociale ne disposent pas de mécanismes d'indexation adéquats, leurs prestations perdent de la valeur (notamment les retraites, qui peuvent conduire à la pauvreté chez les personnes âgées).
- L'âge de la retraite et les cotisations requises sont différenciés, ce qui tend à désavantager les femmes.
- Lorsque les femmes prennent un congé parental, cette période n'est pas suffisamment prise en compte.
- Principales recommandations politiques visant à réduire ces disparités:
 - Des mesures visant à réduire le fossé entre les genres sur le marché du travail, y compris des mesures visant à réduire les écarts de rémunération; une législation adéquate en matière d'égalité de rémunération; mesures anti-discrimination; et des mécanismes adéquats de fixation des salaires (y compris le salaire minimum et la négociation collective)
 - Des mesures spécifiques au sein du système de protection sociale sont nécessaires pour réduire les disparités entre les genres, notamment en complétant les systèmes contributifs par des systèmes non contributifs, sur lesquels les femmes ont tendance à compter; disposer de SPS en plus de la sécurité sociale; veiller à ce que les femmes aient des conditions comparables à celles des hommes en matière de cotisations, y compris pendant les périodes de congé de maternité; s'assurer que les prestations soient indexées; et le renforcement des prestations de survivants et de maternité, qui ont été attaquées dans le cadre de nombreuses mesures de consolidation budgétaire et d'austérité.
- Comment utilisons-nous ce rapport? La Commission de la condition de la femme des Nations Unies a consacré la réunion de 2019 à la réduction de l'inégalité entre les hommes et les femmes en matière de protection sociale. Nous avons préparé deux déclarations et espérons que nous pourrions influencer la Commission à cet égard.
 - Nous avons travaillé avec d'autres syndicats mondiaux pour préparer une déclaration ([cliquez ici](#)) indiquant ce que les syndicats demandent afin de réduire les disparités entre les sexes en matière de protection sociale, y compris la qualité, les services publics et des mesures visant à améliorer la situation des femmes dans le marché du travail, ainsi que des socles de protection sociale adéquats.
 - La Coalition mondiale sur les socles de protection sociale a également préparé une déclaration ([cliquez ici](#)).

Damaris Muhika

- La protection sociale au Kenya suit une approche de cycle de vie:
 - Enfants: filets de sécurité, services de maternité dans les établissements publics, éducation gratuite, programmes d'alimentation scolaire dans les zones arides et semi-arides et transferts en espèces pour les enfants vulnérables (2 dollars par enfant).
 - Personnes en âge de travailler: Fonds national de prévoyance de la sécurité sociale (régime contributif, 4 millions de personnes couvertes). Transfert en espèces pour personnes lourdement handicapées.
 - Vieillesse: régime de pension de vieillesse (pilote).
 - Soins de santé (7 millions de couverture) et une couverture de santé universelle récemment introduite (en phase pilote)
- Propositions: allocation universelle pour les enfants, pension de vieillesse universelle, allocation universelle en cas d'invalidité grave, logement abordable.
- Fossé entre les genres en matière de protection sociale au Kenya: faible taux de couverture des travailleurs du secteur informel en matière de santé et de prestations de vieillesse et manque de prestations de maternité. Ces problèmes sont liés aux problèmes d'accessibilité financière et de durabilité de la Caisse nationale de sécurité sociale (coûts administratifs élevés du système). La protection sociale n'est actuellement pas bien coordonnée. Il y a du lobbying pour le développement d'un registre unique.

Discussion

Melder Ogutu

- Le gouvernement du Kenya tente d'imposer le programme de logement aux travailleurs au lieu de mener un dialogue social adéquat.
- Santé: les taux de cotisation sont trop élevés pour que les travailleurs du secteur informel puissent participer au système. De plus, les services fournis ne sont pas encore à la hauteur.
- Assistance sociale: le régime actuel étant un projet pilote, tout le monde n'en profite pas. Certaines personnes devraient en bénéficier mais ne le sont pas en raison des critères de sélection.

Olsen Hariri

- La participation des femmes aux compétitions augmente dans le secteur des sports.
- Cependant, en matière de discrimination à l'égard des femmes, les défis restent nombreux, en particulier lorsque les femmes jouent pour des équipes nationales ou des ligues. Les femmes ne sont pas traitées sur un pied d'égalité, elles rencontrent de nombreux obstacles et sont souvent victimes d'abus. Un autre défi de taille pour les femmes dans le sport concerne la protection sociale, d'autant plus que les travailleuses et travailleurs de ce secteur ont généralement un engagement de 10 ans environ au niveau professionnel.
- En tant que fédération, notre syndicat a mené des recherches sur la protection sociale et nous menons un travail de plaidoyer pour que le gouvernement adopte des mesures visant à réduire les disparités entre les sexes en matière de protection sociale des femmes travaillant dans le secteur du sport.

Réformes d'austérité et de la sécurité sociale et résultats de la conférence mondiale de la CSI sur le financement de la protection sociale

Isabel Ortiz

- En ce qui concerne la protection sociale, nous vivons dans un monde contradictoire, avec des tendances différentes:
 - De nombreux pays font d'énormes progrès dans l'extension de la protection sociale.
 - Austérité, contraction et réductions dans un grand nombre de pays: 124 pays (dont 81 dans des pays en développement) réduisent leurs dépenses publiques (notamment en matière de santé, d'éducation et de protection sociale).
 - 107 pays ciblent les régimes de protection sociale

- 105 pays font des réformes des retraites
- 89 pays font des réformes du travail (réformes de la réglementation)
- 56 pays font des réformes de la santé
- Il est important d'être vigilant et de protester contre l'austérité, car il existe d'autres sources d'espace budgétaire pour financer la protection sociale. L'austérité devrait être la dernière voie.
- Sans réaction populaire, ces réformes, qui sont généralement effectuées par le ministère des Finances sous l'avis du FMI, seront mises en œuvre. Ces mesures donnent la priorité à la maîtrise du déficit budgétaire et à la réduction de l'inflation en dépit de l'investissement dans la population, ce qui est inacceptable. Ces réformes constituent des ajustements importants, allant à l'encontre des normes de l'OIT. Elles se déroulent dans un contexte où les salaires n'augmentent pas, alors que la part de la main-d'œuvre (les salaires et la protection sociale) se dégrade considérablement.
- Des réductions des contributions des employeurs à la sécurité sociale ont également été proposées par le FMI, allant totalement à l'encontre des normes internationales du travail. Les pays devraient s'engager à financer la solidarité. Les employeurs et les travailleurs participer et verser leurs contributions.
- Le dialogue national est la meilleure voie à suivre pour lutter contre l'austérité, ce qui permet de rendre publiques ces questions. Il offre également un espace pour explorer d'autres voies financières permettant de protéger la protection sociale. L'espace budgétaire existe même dans les pays les plus pauvres.
- Ressources pertinentes:
 - [Fiscal Space for Social Protection and the SDGs: Options to Expand Social Investments in 187 Countries](#)
 - [The Decade of Adjustment: A Review of Austerity Trends 2010-2020 in 187 Countries](#)

Evelyn Astor

- Il y a un grave problème dans la cohérence globale en matière de protection sociale. D'une part, nous avons la Recommandation N° 202), adoptée à l'unanimité il y a 6 ans. Nous avons un ODD (1.3) pour étendre la couverture de la protection sociale. Et pourtant, les gouvernements adoptent une austérité budgétaire sous la pression des institutions financières internationales (IFI) sous prétexte qu'il n'y a pas d'espace budgétaire pour la protection sociale.
- C'est la raison pour laquelle nous avons organisé une conférence en septembre 2018 sur le financement de la protection sociale afin de débattre des mesures à prendre pour garantir un espace budgétaire suffisant pour la protection sociale.
Objectifs de la conférence:
 - Identifier les problèmes de financement et discuter des solutions.
 - Pour que les syndicats définissent des priorités de campagne et de plaidoyer autour de la question du financement.
- Conclusions:
 - Il existe des outils que les syndicats et les organisations de la société civile peuvent utiliser pour estimer le coût de la mise en œuvre d'un socle, tels que le [calculateur des coûts des socles de protection sociale du BIT](#) et l'[indice FES des socles de protection sociale](#).
 - L'indice FES montre que 71 pays pourraient atteindre les SPS en investissant 2% du PIB ou moins.
 - En termes d'agrégats mondiaux: 0,23% du PIB mondial suffirait à fournir le monde entier en protection sociale.
 - Selon le FMI, 10% du PIB mondial est dans des paradis fiscaux.
 - Les gouvernements doivent mettre en ordre leurs priorités. La question ne devrait pas être de savoir si les gouvernements devraient ou non financer la protection sociale, mais comment ils vont générer les revenus nécessaires.
 - Les syndicats demandent la taxation progressive et la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales. En Afrique, on perd plus d'argent à cause de l'évasion fiscale que d'argent entrant. En Géorgie, malgré les énormes lacunes du système de protection sociale, la constitution a été modifiée afin de refuser de nouvelles augmentations des recettes fiscales.

- Les employeurs doivent également donner leur juste part en termes de contributions. La Roumanie donne un exemple inquiétant: les contributions des employeurs ont été presque complètement éliminées et les cotisations des travailleurs ont considérablement augmenté.
- Il est important que les syndicats repoussent ces tendances et demandent des extensions généralisées de la protection sociale à l'aide des outils disponibles.
- Suivi de la conférence: nous allons préparer un rapport soulignant les priorités des syndicats en matière de financement de la protection sociale, les principaux messages, le type de travail que les syndicats voudront faire (séminaires, recherche, travail de plaidoyer au sein de forums internationaux, etc.).

Discussion

Bart Verstraeten

- Un aspect important de la conférence sur le financement de la protection sociale: la nécessité d'alliances stratégiques. La FES, le WSM et la CSI ont organisé la conférence ensemble, montrant ainsi que si nous souhaitons faire avancer cet agenda, nous devons nous appuyer sur nos atouts stratégiques.
- Nous devrions également travailler au niveau national pour rassembler les mandats et renforcer les capacités des ministères touchés par des mesures d'austérité. La protection sociale est souvent fragmentée entre plusieurs ministères. Nous devrions renforcer les capacités de chaque ministère et aider les gouvernements à formuler une politique globale de protection sociale.

Isabel Ortiz

- Les secteurs moins vocaux sont les plus susceptibles d'être coupés. Les IFI voient les dépenses sociales comme un simple coût fiscal plutôt qu'un investissement.
- Il y a plus de pressions pour maintenir l'éducation ou la santé. Nous devons donc nous faire entendre pour défendre la protection sociale.

Evelyn Astor

- Comment financer les extensions de la protection sociale, y compris celles de l'économie informelle? Les décideurs politiques disent souvent que les extensions sont coûteuses, mais il existe des exemples très positifs montrant comment les travailleurs de l'économie informelle peuvent en réalité renforcer la base de cotisation des systèmes de protection sociale, en soutenant le financement. Les syndicats et les organisations de la société civile (OSC) peuvent aider à faciliter ces extensions.

Bilan des activités syndicales récentes

Activités des organisations de travailleurs: négociations, campagnes, recherche

Ath Thorn

- Le Cambodge n'a pas encore de protection sociale universelle et les défis sont nombreux dans le domaine de la protection sociale.
- Le pays a élaboré une loi sur la protection sociale en 2002. Cependant, la Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, n'a pas encore été ratifiée.
- En 2018, le gouvernement a mis en place un système de soins de santé couvrant 1,5 million de travailleurs (uniquement le secteur privé).
- Un plan est en cours d'élaboration pour un régime de retraite en 2019.
- En tant que syndicat, nous avons mené des recherches sur les risques, l'accès et la qualité des soins de santé.
- Nous demandons une politique nationale de protection sociale pour modifier la loi existante sur la protection sociale et étendre la couverture à tous, et pas seulement aux travailleurs du secteur privé.

Guillermo Zuccotti

- Le principal défi en Amérique latine concerne le financement de la protection sociale. Les politiques d'ajustement sont répandues.
- Bien que la Recommandation N° 202 consacre un consensus mondial, l'ordre économique oblige les gouvernements à adopter des politiques économiques contradictoires conduisant à la récession, à des mesures d'ajustement et à la pauvreté.
- Le financement des régimes de sécurité sociale repose principalement sur deux éléments: la composante contributive et l'espace fiscal.
- L'ordre économique oblige les gouvernements à réduire le coût du travail et les avantages, ce qui affecte le régime contributif. Mais cela peut être compensé par l'espace fiscal alloué à la protection sociale.
- L'Argentine a signé un mémorandum avec le FMI obligeant le gouvernement à réduire l'écart budgétaire et le déficit public.
- Le gouvernement réduit le financement de la protection sociale, mais c'est une décision schizophrénique. Si nous voulons améliorer le développement de nos pays, nous devons renforcer la diversification des méthodes de production, lutter contre le travail précaire, promouvoir le travail décent, soutenir les personnes qui travaillent dans des formes d'emploi non standard, et faire face à la réforme fiscale au travers d'une fiscalité progressive, luttant contre l'évasion fiscale et la fraude.

Présentation de la prochaine publication de la FES intitulée "Guide de la société civile et des syndicats sur les socles de protection sociale"

Sarah Ganter

- La publication à venir "Guide de la société civile et des syndicats sur les socles de protection sociale" est une mise à jour du [guide existant](#).
- Ce guide a pour objectif de traduire les engagements mondiaux dans le domaine de la protection sociale en actions concrètes.
- Le guide a été conçu pour renforcer le rôle des organisations de la société civile et des syndicats dans la conception et la mise en œuvre de systèmes de protection sociale efficaces, la coordination entre ces deux acteurs et pour fournir à ces acteurs des instruments pour tenir les gouvernements responsables de leur devoir de fournir de la protection sociale pour tous.
- Cette mise à jour met en évidence le rôle clé des syndicats et la manière dont ils peuvent s'associer aux OSC pour plaider en faveur des SPS.
 - Les syndicats sont non seulement des acteurs importants dans la défense des SPS en raison de leur expérience en matière de sécurité sociale, mais ils disposent également d'avantages stratégiques par rapport aux OSC.
 - Les syndicats ont un statut privilégié dans la négociation des réformes nationales du travail et de la sécurité sociale.
 - Les syndicats font partie du modèle de gouvernance tripartite de l'OIT et peuvent être présents dans des contextes où les OSC ne peuvent en faire partie.
 - Les syndicats peuvent utiliser leur accès à certains espaces pour présenter le programme commun des OSC et des syndicats, en utilisant leurs membres pour inviter les OSC à des forums nationaux.
 - Les syndicats ont beaucoup d'expérience en matière de formation et de développement de matériels de formation pour les personnes en situation de vulnérabilité.
- Les OSC, d'autre part, sont plus efficaces dans d'autres contextes:
 - Générer de la visibilité et de la pression du public.
 - Les OSC sont présentes dans d'autres organisations, telles que le Conseil des droits de l'homme.
- Le lien entre les OSC et les syndicats devient plus important en ce qui concerne l'informalité, car les OSC effectuent un travail solide dans ce domaine.
- Le guide donne également un aperçu général du concept de SPS, explique comment mettre en place un dialogue national, donne des exemples concrets de travail de plaidoyer, explique les processus de prise de décision en matière de protection sociale, donne des orientations sur les processus

d'identification des publics cibles et apprend comment développer des messages politiques en matière de SPS.

Activités de l'OIT et prochaines étapes pour le réseau des travailleurs

Etude d'ensemble sur les socles de protection sociale: Réponses des syndicats à l'enquête générale et les prochains pas du processus

Evelyn Astor

- En 2017, le BIT a soumis aux gouvernements un questionnaire (étude d'ensemble) concernant la mise en œuvre de la Recommandation N° 202. Les employeurs et les travailleurs ont également été invités à envoyer leurs commentaires.
- Les syndicats ont présenté de nombreuses contributions sur la mise en œuvre de cet instrument, les difficultés de financement et les lacunes en matière de couverture.
- La CSI a envoyé une réponse qui consolide la vision des confédérations syndicales régionales pour donner une perspective plus globale de la mise en œuvre de la Recommandation N° 202.
- Résumé de la réponse:
 - En dépit des progrès importants accomplis ces dernières années après l'adoption de cet instrument, la couverture de la protection sociale reste faible au niveau international, avec moins de 30% de la population mondiale ayant accès à des systèmes complets.
 - Lacunes substantielles pour les femmes, les travailleurs informels, les minorités ethniques et les personnes handicapées.
 - Préoccupations concernant la réduction de la protection sociale dans certains pays: réduction du niveau des prestations et de la couverture dans le cadre des réformes d'austérité.
 - Un appel à une plus grande cohérence globale: certaines IFI poussent à une réduction de la protection sociale. Néanmoins, les gouvernements et la communauté internationale se sont mis d'accord sur des engagements internationaux visant à étendre les systèmes et les SPS. Le résultat final de ces réductions est l'augmentation de la pauvreté et des inégalités, des menaces substantielles pour la croissance économique durable et inclusive, des questions sur l'efficacité des stabilisateurs automatiques et des difficultés pour une demande globale durable en période de crise lorsque les niveaux de prestations ont été considérablement réduits.
- Concernant l'évaluation des normes internationales du travail existantes en matière de protection sociale
 - La Recommandation N° 202, et d'autres instruments existants dans le domaine de la sécurité sociale établissent un très bon cadre en matière de systèmes de protection sociale adéquats.
 - Ces instruments sont complémentaires et se renforcent mutuellement, et nous nous opposerions à toute réduction des instruments existants.
 - Nous pensons qu'il est important de travailler plus étroitement avec les gouvernements et le BIT en vue de la ratification des normes de sécurité sociale existantes et de la mise en œuvre de la Recommandation N° 202.
 - Une assistance technique supplémentaire du BIT est nécessaire pour contribuer à la ratification des instruments existants, ainsi que l'organisation de plus d'activités de sensibilisation dans le domaine de la protection sociale et plus de dialogues nationaux.
- Il serait intéressant de recevoir dès maintenant les commentaires du BIT sur la voie à suivre par rapport à l'étude d'ensemble et le moment où le comité d'experts devrait évaluer toutes les réponses. Nous espérons que nos préoccupations seront prises en compte et reflétées dans le rapport.
- Il y aura un débat à la Conférence internationale du travail (CIT) sur ce sujet l'année prochaine. Les syndicats devraient se préparer pour ces discussions et la CSI peut vous aider.

Kroum Markov

- Qu'est-ce que les études d'ensemble des instruments de l'OIT et pourquoi sont-elles un élément important pour le BIT?

- Les études d'ensemble donnent une perspective de comment les normes adoptées par la CIT sont mises en œuvre dans le monde entier.
- Les études d'ensemble sont basées sur les dispositions constitutionnelles de la constitution de l'OIT, qui permettent au conseil d'administration de sélectionner les instruments devant être analysés et de demander aux pays le niveau de mise en œuvre de ces instruments.
- Le choix de mener l'étude actuelle sur la Recommandation N° 202 passe un message très fort, car cette recommandation a été adoptée il y a seulement six ans. Normalement, un instrument aussi récent n'est pas jugé suffisamment mûr pour faire l'objet d'une étude d'ensemble. Dans ce cas particulier, l'ensemble du Conseil d'administration a estimé que ce sujet avait une importance primordiale et il a été alors choisi comme thème.
- Le questionnaire a été envoyé il y a un an aux pays et aux organisations de travailleurs et d'employeurs. Le taux de réponse a été bon, avec plus de 110 gouvernements. En ce qui concerne les syndicats, plus de 30 ont répondu, en plus de la CSI.
- Les études d'ensemble abordent en profondeur la mise en œuvre des instruments: les obstacles, le manque de coordination, la fragmentation des systèmes de protection sociale, le manque de ressources, l'informalité et le manque de données.
- Les données soumises par les mandants doivent être examinées par la Commission d'experts en novembre et décembre. Un rapport sera adopté à la fin de la session et sera rendu public en février pour discussion du Comité de l'application des normes en 2019.
- La deuxième discussion mondiale sur la protection sociale aura lieu en 2020. Le rapport de la Commission d'experts servira à la réflexion pour les prochaines étapes en matière de SPS.

Discussion

Melder Ogutu

- Notre syndicat travaille avec le secteur formel au Kenya (fonctionnaires). Nous travaillons avec le gouvernement en ce qui concerne les normes de sécurité sociale de l'OIT. Le principal problème que nous avons au niveau national concerne un déficit de mise en œuvre juridique. Bien que des instruments juridiques existent, ils ne sont pas toujours mis en œuvre.

Rafael Peel

- Comment les données de l'étude d'ensemble seront-elles utilisées? Existe-t-il une activité concrète découlant de cette étude qui pourrait bénéficier aux travailleurs?
- Qu'en est-il des réponses des employeurs?

Kroum Markov

- Une fois le rapport publié, l'utilisation la plus efficace de cette information est d'explorer les données qui seront disponibles.
- Le taux de réponse des employeurs est inférieur (15 contributions) et la réponse d'OIE a été reçue il n'y a pas si longtemps.
- Le BIT se met activement à promouvoir la ratification des normes de sécurité sociale de l'OIT. Le Département de la protection sociale mène une campagne pour la ratification de la Convention No 102 ainsi que d'autres conventions de sécurité sociale. Nous développons un outil pédagogique "ratifier et mettre en œuvre" qui permet aux membres des syndicats de mieux comprendre les normes de sécurité sociale en termes de critères qualitatifs et quantitatifs. Nous espérons que les personnes vont s'approprier des normes en tant que droits concrets.

Engager les organisations de travailleurs dans la promotion et la construction de systèmes et de socles de protection sociale (PPTD, Centenaire de l'OIT et Commission mondiale sur l'avenir du travail)

Karuna Pal

- La participation des syndicats est très importante pour l'extension de la protection sociale. Le mandat de l'OIT en matière de protection sociale met en exergue le dialogue national comme nécessaire au développement et à la maintenance des systèmes de sécurité sociale, y compris les socles.

- Nous avons plusieurs normes de sécurité sociale qui exigent la participation des organisations de travailleurs et d'employeurs à la gestion de la sécurité sociale, y compris la Recommandation N° 202 qui met en avant la participation des partenaires sociaux dans chaque étape de développement des SPS, ainsi que dans les stratégies de d'extension de la couverture. Cet instrument souligne également l'importance de consulter les partenaires sociaux concernés.
- L'importance du dialogue social est clairement explicitée dans notre stratégie et dans les Programmes par pays de promotion du travail décent (PPTD). Les PPTD constituent le principal moyen de fournir l'appui de BIT aux pays, et le dialogue social est un élément central de la planification et de la mise en œuvre des programmes. Chaque fois que la protection sociale est présente dans les PPTD, nous veillons à ce qu'un dialogue social efficace soit présent dans la formulation, la mise en œuvre et le suivi des systèmes et des socles de protection sociale par le biais de consultations nationales.
- Nous avons créé un outil permettant d'intégrer le dialogue social dans nos travaux de conseil: [L'évaluation basée sur le dialogue national](#) (ABND). Cela se traduit par de nombreuses actions: impliquer toutes les parties prenantes pour assurer un diagnostic préliminaire, identifier les lacunes, définir les priorités nationales et estimer les coûts.
- L'avenir du travail: le monde du travail est en train de changer et la protection sociale doit s'adapter à l'évolution des relations de travail, à la numérisation et à l'économie du GIG. Cela a été souligné dans la dernière édition du [Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019](#). L'une des initiatives du [Centenaire de l'OIT](#) concerne l'avenir du travail. Une commission mondiale de haut niveau a été convoquée pour analyser cette question et un rapport sera publié en janvier 2019.
- Les organisations de travailleurs doivent être présentes dans les débats mondiaux, régionaux et nationaux afin de définir leurs priorités en matière de protection sociale.
- Célébrations du centenaire: les travailleurs sont également invités à participer. Différents moyens d'action dans le cadre de [100 ans de protection sociale avec l'OIT](#):
 - Campagne de médias sociaux.
 - Exposition "100 ans de protection sociale".
 - Témoignages ("100 voix pour la protection sociale").
 - L'outil "ratifier et mettre en œuvre".
 - Un recueil de 100 études de cas de pays.
 - Des événements nationaux, régionaux et mondiaux qui aboutiront à la Semaine mondiale de la protection sociale du 25 au 29 novembre 2019.

Discussion

Bart Verstraeten

- Le réseau serait-il en mesure de réunir physiquement les parties prenantes pour des échanges entre la société civile et les syndicats?
- ABND: parfois, quelques syndicats ne sont pas toujours au courant de ces processus. Il est donc important de veiller à ce que tous les syndicats d'un pays donné soient informés de l'existence d'un exercice ABND chaque fois qu'il est effectué.

Kroum Markov

- En tant que membre de l'OIT, chaque pays est tenu de soumettre à l'autorité nationale les instruments adoptés par la CIT. Cela doit être fait dans les 24 mois suivant l'adoption de l'instrument. À l'heure actuelle, 81 pays n'ont pas encore soumis la Recommandation N° 202 à leurs autorités nationales. La [liste des soumissions](#) est publique et les syndicats sont encouragés à vérifier ces informations et à plaider pour que leurs gouvernements soumettent cet instrument au parlement national.

Evelyn Astor

- Je suis d'accord sur l'idée d'essayer de réunir le Réseau des travailleurs hors ligne dans un espace physique à un moment donné, car cela contribuerait à maximiser les échanges entre les syndicats. Peut-être que le centenaire est une occasion de mettre en place quelque chose. Il y a des

implications pratiques et financières, mais si une discussion était en cours, cela serait une excellente occasion de réunir des experts en protection sociale des syndicats.

- Suggestion: newsletters régulières dans le cadre du Réseau des travailleurs.
- Soutien de la CSI et du BIT aux syndicats qui luttent contre l'austérité budgétaire et les violations des normes internationales du travail. Par exemple, en Croatie, les syndicats ont organisé une manifestation contre la réforme des retraites et la CSI a écrit une lettre au Premier ministre pour préciser qu'une telle décision allait à l'encontre de la réglementation tripartite.
- La CSI et le BIT peuvent soutenir les syndicats de diverses manières et donner une visibilité internationale à de nombreux problèmes auxquels les syndicats sont confrontés dans leurs pays. S'il vous plaît laissez-nous savoir si vous avez besoin d'un soutien pratique.

Conclusion

- Les syndicats engagés dans la protection sociale ont la possibilité d'échanger au sein de cette plateforme. Ces échanges se poursuivront lors de réunions et par le biais d'un bulletin d'information plus régulier. Outre de nouvelles discussions en ligne, le BIT et la CSI exploreront ensemble la possibilité d'organiser une réunion du réseau des travailleurs face-à-face.
- L'OIT et la CSI sont à votre service et souhaitent savoir ce qui se passe sur le terrain et sur comment vous aider.
- La lutte est longue et difficile, mais les syndicats ont réalisé d'importants progrès dans certains domaines. Au niveau international, la communauté internationale s'engage de plus en plus en faveur de l'universalité, la protection sociale étant un engagement essentiel des objectifs de développement durable des Nations Unies. Le Secrétaire général des Nations Unies a appelé à un engagement multipartite sur la cible 1.3 des ODD afin de travailler à la réalisation de la protection sociale pour tous.